

Ambassade de France en Arabie saoudite  
Service économique de Riyad

Affaire suivie par Imène Basrire  
Visa : Samuel Ménard

## Arabie saoudite

### La Communauté d'affaires française en Arabie saoudite

**La France s'est imposée, en 2023, comme le 2<sup>ème</sup> investisseur net en flux d'IDE dans le Royaume, d'après le dernier rapport du ministère saoudien de l'Investissement (MISA) d'octobre 2024. S'agissant des stocks d'IDE, elle se classe au 3<sup>ème</sup> rang des principaux investisseurs**, reflétant l'essor de la relation bilatérale. Selon Eurostat, la France détient plus de 140 filiales en Arabie saoudite (sur un total de 350 filiales pour les pays de l'UE), employant 11 500 salariés (42 500 salariés pour UE27) et un CA de plus de 3,7 Mds EUR (13,7 Mds EUR pour UE27). Inversement, l'Arabie saoudite détenait 8 filiales en France (sur un total de 131 filiales en UE 27), comptant 800 salariés (9 300 salariés en UE 27) et dégagant un CA de 441 M EUR.

**Les entreprises françaises suivent d'importants projets en Arabie saoudite, principalement dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports et de l'aéronautique.** Les grands groupes français sont en particulier bien positionnés dans les énergies renouvelables et dans le secteur de l'eau, domaines qui font l'objet de programmes nationaux très ambitieux. Le secteur des transports constitue un autre point fort de la présence française en Arabie. Dans les transports urbains, les bureaux d'études français et autres opérateurs occupent des positions de premier plan. Enfin, Airbus est un partenaire historique des compagnies aériennes saoudiennes.

**Dans le domaine de l'énergie**, la filière française se positionne aussi bien sur les nouvelles sources d'énergie que les plus traditionnelles. Depuis le lancement du Programme national pour les énergies renouvelables (NREP) en 2018, EDF Renouvelables a remporté cinq projets de parcs solaire et éolien (3,2 GW au total) et TotalEnergies, deux projets solaires (420 MW au total). TotalEnergies est aussi un partenaire majeur du géant énergétique saoudien Aramco avec la raffinerie de SATORP, co-détenue par les deux entreprises mais aussi le projet de complexe pétrochimique : Amiral. Celui-ci a représenté un investissement d'environ 11 Md USD, dont 4 MD USD financés sur fonds propres par Aramco (62,5 %) et TotalEnergies (37,5 %). **L'expertise française est également particulièrement reconnue dans le secteur de l'eau** où les entreprises françaises détiennent environ 25 % du marché (17 % dessalement, 23 % pipelines, 21 % usines d'assainissement et 67 % distribution urbaine). Les principaux acteurs sont Veolia, Suez et Saur. **Un autre secteur d'activité majeur pour les entreprises françaises est celui des transports et de la mobilité** avec une participation à de nombreuses réalisations emblématiques du pays. Les français sont actifs sur le métro de Riyad sur lequel Alstom est sur les lignes 4,5 et 6 et RATP Dev sur les lignes 1 et 2. En octobre 2023, Alstom a remporté le contrat de matériel roulant pour le tramway expérientiel d'AlUla (500 M USD). Le projet comprend 20 trains sur une ligne de 22,5 km ponctuée de 17 stations et arrêts stratégiques. **Enfin, l'aérien constitue une partie importante de la relation bilatérale économique franco-saoudienne.** La flotte de la compagnie low-cost Flynas est exclusivement composée d'appareils Airbus : 64 en opération et plus d'une centaine en commande. La compagnie nationale Saudia Airlines avait réalisé en mai dernier une commande historique de 105 appareils (A320neo et A321 neo) auprès du groupe. Plus récemment, la nouvelle compagnie Riyadh Air a passé une commande de 60 A321neo, faisant désormais d'Airbus le constructeur aérien majoritaire dans le pays.

Cette importante communauté d'affaires est bien représentée au sein d'un certain nombre d'institutions qui, du fait notamment d'appartenances croisées, travaillent en étroite synergie.

## 1. Le comité Arabie saoudite des Conseillers du commerce extérieur de la France

**Le comité Arabie saoudite est composé de 44 membres répartis dans différents secteurs de l'économie**, notamment énergie, construction, transport, aéronautique, défense, agro-alimentaire, banque/assurance, conseil en ingénierie, etc. Son Président est M. Jean-Philippe Bonnet, Délégué général d'ODAS. Le comité Arabie saoudite comprend un nombre important de membres issus des secteurs privé et public saoudien (11 sur 44), ce qui permet d'avoir une meilleure compréhension des ambitions et objectifs nationaux ainsi que de points d'entrée auprès d'institutions de renom. Les CCEF sont principalement basés à Riyad mais on en compte un certain nombre à Djeddah ainsi que sur la côte Est qui regroupe la majeure partie des activités énergétiques et industrielles du pays. Les CCEF se réunissent de façon trimestrielle à la Résidence de France en présence de l'Ambassadeur. Le comité Arabie saoudite a organisé au mois de mars dernier une réunion régionale des CCEF à laquelle ont participé les CSER en poste dans la péninsule arabique ainsi que le ministre délégué au Commerce extérieur, Franck Riester. Face à l'attractivité de l'Arabie saoudite, le comité grandit et gagne à se renouveler, avec des profils de plus en plus régional apparaissant à Riyad.

## 2. Le bureau Business France en Arabie saoudite

**Business France intervient en Arabie saoudite avec un bureau basé à Riyad, au sein de l'ambassade, et composé de 14 agents regroupés par pôles sectoriels : Industries & Cleantech, Agrotech, Tech & Services et Art de Vivre & Santé.** Le bureau est dirigé par M. Rachid Boulaouine. Pour accompagner les entreprises françaises dans le grand plan de transformation saoudien baptisé « Vision 2030 », Business France a lancé plusieurs missions collectives en France et en Arabie Saoudite en lien avec les thématiques du programme France 2030. Au cours de l'année 2024, le bureau a organisé un Forum Franco-saoudien autour des gigaprojets avec comme invité principal NEOM. L'évènement, qui s'est tenu en mars dernier, avait regroupé plus d'une centaine d'entreprises venues avec le Medef International mais aussi pour accompagner le ministre du Commerce extérieur, Franck Riester. Par la suite le bureau a organisé plusieurs symposiums et sessions B2B sur les thèmes suivants : *French Saudi MRO Days, French Saudi Rail & Mobility days, French Saudi Security Days, French Saudi Smart & Green construction, French Saudi Sports days.*

**Le bureau Business France gère également l'organisation des pavillons France sur certains salons et forums** saoudiens notamment le salon LEAP sur les nouvelles technologies qui avait regroupé une dizaine d'entreprises françaises du secteur. Le nombre de forums et leur importance croît très rapidement.

Enfin, Business France a lancé la **troisième édition de son programme Booster Vision 2030**, un programme d'accompagnement sur quatre secteurs clés : industrie, santé, tech et agriculture. Celui-ci a été lancé en mai 2024 à Paris, lors du forum Vivatech, en présence du Vice-ministre saoudien des Communications et technologies de l'information, ainsi que du Directeur général du *National Industrial Development and Logistics Program* (NIDL), agence avec laquelle le bureau entretient un partenariat de long terme.

## 3. Le Conseil d'affaires franco-saoudien

**La CCI française n'existe pas en Arabie saoudite mais un Conseil d'affaires franco-saoudien (CAFS) existe depuis 2003.** Il s'agit de l'un des premiers conseils d'affaires enregistrés par Décret Royal sous le Conseil Saoudien des Chambres de Commerce. Il s'agit également du premier conseil d'affaires saoudien à recevoir l'autorisation d'ouvrir son adhésion aux entreprises étrangères depuis juin 2023. Association à but non lucratif dépendant de ses membres et de ses activités pour son financement, le CAFS est présidé par M. Mohamed Ben Laden, également Président de BLK Partners (Law Firm). Le CAFS, en très forte croissance, comprend désormais plus de 250 membres répartis entre 75 % d'entreprises saoudiennes et 25 % d'entreprises françaises. Le conseil se structure, et densifie sa programmation, avec des rassemblements thématiques (santé, numérique, tourisme, mobilité, infrastructure, etc.) permettant de mettre en relation les principales institutions saoudiennes (gigaprojets, conglomérats, etc.) avec ses membres.

## 4. Autres

D'autres institutions sont présentes dans le pays pour aider les entreprises françaises à s'implanter. En 2018, un accord intergouvernemental entre la France et l'Arabie saoudite a permis la création de **l'Agence Française pour le développement d'AIUla** (Afalula), présidée par M. Jean-Yves Le Drian. Celle-ci a pour vocation de mobiliser l'ensemble du savoir-faire français (experts, opérateurs, entreprises) et d'accompagner son partenaire saoudien, la Commission royale pour AIUla (RCU).

En mai 2024, une chambre de commerce européenne a été créée, comptant parmi ses 15 membres fondateurs, EDF, Airbus et Alstom.